



Réponses de la FNME CGT à la

Consultation publique N°2019-013 du 23 juillet 2019

de la Commission de régulation de l'énergie

relative au prochain tarif d'utilisation

des réseaux de transport de gaz naturel

de GRTgaz et Teréga.

Question 1

Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

Le transport de gaz, nécessaire à la sécurité d'approvisionnement en gaz, est un service public. La rémunération n'est, de ce fait, pas légitime. Cette activité n'était d'ailleurs pas contrainte de générer du résultat lorsqu'elle était assurée par un groupe public.

Néanmoins, si nous devons nous placer dans le système libéralisé qui nous a été imposé, nous ne sommes pas favorables à l'existence de plusieurs taux de rémunération des actifs.

- *Premièrement, le dispositif proposé rendrait le tarif trop complexe et difficilement lisible par les différentes parties prenantes des opérateurs.*
- *En outre, ce dispositif ne nous semble pas correspondre à ce que doit être le mode de prise de décision des opérateurs en matière d'investissement. Nous souhaitons que de telles décisions répondent à des logiques industrielles au lieu de dépendre des évolutions court terme des taux d'intérêt.*

Si le régulateur souhaite prendre en compte la baisse des taux sans risque, une alternative à ce dispositif consisterait à intégrer les taux d'intérêts et les investissements prévisionnels au calcul du taux de rémunération des actifs. Ce taux unique, qui aurait l'avantage de la simplicité, serait une moyenne des coûts de financement pondérés par les montants des investissements passés et futurs en prenant en compte la durée de vie des actifs.

Question 2

Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Les actifs des opérateurs régulés sont financés à travers le tarif depuis l'entrée en vigueur de la régulation. On peut même aller jusqu'à considérer que ces actifs étaient en définitive financés par les usagers avant même la régulation. Il apparaît donc naturel de faire bénéficier les usagers des gains tirés de leur cession éventuelle au travers du CRCP. Dans le cas contraire, les opérateurs pourraient par exemple être tentés de céder des immeubles amortis et qui engendrent un faible niveau de charges d'exploitation pour recourir à une location dont le coût serait couvert par le tarif.

Question 3

Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

Oui, nous sommes favorables aux évolutions proposées par la CRE sous réserve de nos réponses aux questions 1 et 2.

Nous sommes en particulier favorables à la proposition tendant à modifier le mécanisme d'apurement du CRCP afin de l'aligner sur celui des autres infrastructures régulées. Cette évolution permettrait de lisser les évolutions du tarif lors du passage d'une période tarifaire à la suivante.

Réponses FNME CGT consultation ATRT7 – 23 Juillet 2019 - dr.cp2@cre.fr

Question 4

Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Nous n'avons de remarque particulière.

Nous partageons la position la CRE en faveur d'une harmonisation de la durée des périodes tarifaires applicables aux infrastructures régulées au regard de leur complémentarité. Elle permet en outre, d'envoyer un même signal à l'ensemble des opérateurs.

Le maintien de la clause de revoyure est selon nous pertinent au vu des évolutions réglementaires pouvant intervenir en lien avec les politiques de transition énergétique. Elle permettrait une forme d'adaptabilité commerciale et industrielle des sites à cet enjeu. Les conséquences de l'avancement de la date de fin d'exploitation de Groningue alors que la construction de la nouvelle usine d'appauvrissement ne serait pas achevée devraient par exemple être évaluées.

Question 5

Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Non, nous n'y sommes pas favorables. Nous estimons que le périmètre des charges incitées est trop étendu. Un recul du taux de rémunération combiné à une forte incitation à la réduction des coûts augmentera la pression exercée par les actionnaires des opérateurs sur le corps social afin de préserver leur rémunération. Par ailleurs, aucun indicateur n'est assez fin pour s'assurer que les réductions de coûts ne se feront pas au détriment du service rendu et de la sécurité. Nous craignons en outre qu'un tel système n'incite à un plus fort recours aux contrats de prestation alors que les activités sont déjà largement externalisées.

De plus, une pression trop importante sur les ressources, notamment les ressources humaines, tant en termes de recherche (compétences R&D) que d'exploitation (compétences techniques, informatiques...) pourrait compromettre l'essor voulu des gaz verts.

Aussi, nous souhaiterions que les charges de personnel soient intégrées au mécanisme du CRCP afin d'éviter que les opérateurs n'optent pour des politiques sociales court-termistes alors que les ressources nécessaires doivent répondre à des enjeux de long terme.

Question 6

Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Non, nous n'y sommes pas favorables. Il nous semble plus pertinent de considérer les investissements dans leur globalité au lieu de les prendre isolément. Si par exemple une amélioration SI peut conduire à éviter des investissements plus importants dans le domaine non incité, l'opérateur peut être tenté de s'en abstenir dans le cadre d'un tel mécanisme, au détriment des utilisateurs des réseaux.

Question 7

Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Oui, nous y sommes favorables. Si nous sommes généralement peu favorables aux mesures incitatives, il nous apparaît qu'un contrôle externe en matière de performance environnementale mérite d'être mis en place. Les indicateurs environnementaux contraindraient les opérateurs dans ce domaine au-delà des engagements RSE de façade qu'ils peuvent se fixer eux-mêmes.

Question 8

Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Nous n'y sommes pas favorables. Il y a aujourd'hui un fort enjeu de R&D pour valider l'acceptabilité des nouveaux gaz au niveau l'ensemble des infrastructures. Il est de la responsabilité de tous de permettre la pérennisation des sites industriels qui accueilleront les gaz décarbonés de demain. Les orientations R&D proposées sont trop restrictives tant en termes de moyens que de domaines de recherche possibles. Nous pensons même qu'elles vont à l'encontre d'une maîtrise dans la durée du coût unitaire de tarif de transport au vu des trajectoires fixées par les pouvoirs publics de réduction très significative des consommations à moyen terme (PPE et SNBC).

La sous consommation du budget recherche allouée aux opérateurs ne doit pas motiver sa réduction mais entraîner un contrôle du régulateur afin de veiller à ce que les moyens mis au service de la recherche soient à la hauteur des enjeux de qualité, de sécurité et de décarbonation du gaz.

Question 9

Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRTgaz et Teréga ?

Non nous ne sommes pas favorables aux orientations envisagées concernant le niveau des charges à couvrir.

Concernant les charges de personnel, les ajustements proposés par l'auditeur ne paraissent pas justifiés et nous tenons à faire les remarques suivantes.

- Les opérateurs ont déjà réalisé des gains de productivité en activant largement le levier des effectifs. Les salariés ont, en effet, supporté une part importante des réductions de coûts. Nous craignons donc les conséquences néfastes sur les salariés et la qualité de service du maintien d'une aussi forte pression sur les effectifs. Nous incitons la CRE à la mesure en la matière et lui suggérons d'explorer d'autres pistes de productivité...*
- Si des redéploiements d'effectifs peuvent et sont déjà réalisés en lien avec la fin des grands projets, il s'agit néanmoins de compétences différentes, ce qui nécessite un effort important de formation dont il faut tenir compte.*
- Nous observons depuis plusieurs années un changement significatif de la structure des qualifications des emplois au sein des opérateurs avec une diminution des effectifs des collèges exécution et maîtrise et une augmentation des effectifs du collège cadre. Cette évolution a nécessairement un effet inflationniste sur la masse salariale dont l'auditeur ne semble pas mesurer l'ampleur.*

S'agissant du développement du biométhane, le raisonnement sur la seule base du nombre prévisible de raccordements ne peut être retenu. En effet l'activité n'en est pas encore au stade « industriel ». Elle nécessite l'acquisition de compétences nouvelles par les agents et l'appropriation d'installations nouvelles dont la mise en service et l'exploitation génèrent une activité plus importante que sur l'outil industriel historique. Ce raisonnement est valable sur toute la chaîne du biométhane : étude, projet et réalisation. En outre, si la part de production de biométhane devait rester relativement faible rapportée à la consommation totale de gaz, le niveau d'injection de

Réponses FNME CGT consultation ATRT7 – 23 Juillet 2019 - dr.cp2@cre.fr

biométhane pourrait être multiplié par un facteur de 14 à 22 à l'horizon 2028, ce qui représente un réel changement d'échelle.

En ce qui concerne l'hydrogène, la filière est moins mature que la filière biométhane et les efforts portent encore sur la R&D. Il est important que les opérateurs disposent des ressources nécessaires à l'anticipation de son essor. L'injection possible d'hydrogène dans les réseaux n'est pas sans poser quelques problèmes techniques qu'il est urgent de résoudre.

Nous rappelons par ailleurs que le développement du biométhane et de l'hydrogène nécessite une adaptation importante du système d'information (exploitation, surveillance, mise à disposition de données...) qui doit être lancée dès à présent.

Enfin, nous observons que l'auditeur juge les systèmes d'information et les politiques industrielles selon des critères purement financiers en faisant fi de la réalité de l'activité des opérateurs. Il écarte notamment des dépenses liées à l'obsolescence dont nous savons qu'elles sont nécessaires au maintien de l'intégrité de l'outil industriel.

Question 10

Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRTgaz et Teréga pour la période 2020-2023 ?

Oui, nous y sommes favorables. Les recettes d'acheminement n'étant pas intégralement couvertes au CRCP, des prévisions trop prudentes auraient pour conséquence de renchérir indument le coût pour les utilisateurs du réseau et au final pour les usagers.

Un écart important lié au niveau des entrées depuis le terminal de Fos Tonkin, ou au taux de compensation de la baisse des engagements long terme par des souscriptions court terme sur le réseau principal, devrait en revanche pouvoir déclencher un ajustement tarifaire en cours de période.

Question 11

Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT7 ?

Oui, nous sommes globalement favorables aux grands principes tarifaires. La sécurité d'approvisionnement à un coût optimisé est l'objectif auxquels les autres doivent être asservis. Ainsi, le rabais accordé aux PITS est justifié au regard des économies d'investissement que les stockages permettent et de la sécurité qu'ils procurent. La différenciation tarifaire entre les PITTm et les PIR doit par ailleurs tenir compte du fait que les premiers alimentent davantage, en proportion, les points de consommation nationale.

Question 12

Êtes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PITS ?

Non, nous n'y sommes pas favorables. L'interruptibilité des capacités en sortie des PITS étant un dispositif récent dans un contexte, lui aussi nouveau, de fusion des zones de marchés. Il nous paraît opportun de prendre un temps d'observation suffisant, pour avoir le recul nécessaire sur la probabilité de l'interruption et la possibilité de sa

Réponses FNME CGT consultation ATRT7 – 23 Juillet 2019 - dr.cp2@cre.fr

réalisation effective, avant de prévoir de la rémunérer. En outre, l'impact de ce rabais par catégorie d'utilisateur et d'usager final demande à être précisé.

Question 13

Êtes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?

Oui, nous sommes favorables à la suppression de l'IAPC, en accord avec le constat que les CCCG constituent des moyens de production nécessaires lors des pointes de froid, ce qui rend leur caractère interruptible largement fictif – le fait que ce dispositif n'ait jamais été activé en témoigne.

D'autre part, nous nous opposons à une logique de contrepartie, dans laquelle la réduction ou la mise à zéro du terme tarifaire de livraison viserait à compenser l'effet économique de la suppression de l'IAPC, afin de modérer l'évolution tarifaire lors du passage de l'ATRT6 à l'ATRT7. Aucune logique de lissage des évolutions tarifaires ne doit prévaloir sur le principe de non-discrimination, selon lequel le tarif acquitté par une catégorie d'utilisateurs doit refléter les coûts de réseau engendrés par cette catégorie, afin d'éviter les subventions croisées entre utilisateurs et d'envoyer des signaux économiques pertinents. Nous sommes favorables à toute mesure strictement fondée sur ce principe, et défavorables à toute mesure qui s'en écarterait, fût-ce afin d'atténuer la brutalité des évolutions tarifaires.

Question 14

Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?

Non, nous y sommes défavorables. Cette adaptation revient à transférer une partie du coût de la compensation stockage des gros clients raccordés au réseau de distribution vers les petits usagers. Le problème de différence de traitement entre les gros clients raccordés au réseau de transport et ceux raccordés au réseau de distribution pourrait être réglé à travers l'extension de la collecte de la compensation stockage aux clients directement raccordés au réseau de transport.